

Activités réglementées :

- la création d'aire de stationnement pour véhicules ou engins à moteur. Elles devront être munies d'un dispositif de traitement des eaux de ruissellement. Cette prescription devra être respectée dans le cadre de la mise en place d'une aire de stationnement des engins dans le PPR (cf. page 3 du dossier additif) ;
- l'ouverture d'excavations autres que les carrières. Les travaux d'enlèvement d'andains sont considérés comme un chantier de terrassement et doivent, de ce fait, respecter les bonnes pratiques d'usage (engins en bon état, kit anti-pollution...).

Il s'avère, au regard des activités interdites ou réglementées proposées par l'avis d'hydrogéologue agréé de 2016, que le projet est susceptible d'impacter la qualité de la ressource en eau. Il est donc nécessaire que le dossier soit amendé afin, d'une part, de détailler d'avantage les aménagements qui seront effectués à l'intérieur des PPR, et d'autre part, de **démontrer la conformité du projet avec l'ensemble des prescriptions proposées** (cf. le document joint).

Par ailleurs, les opérations d'enlèvement d'andains doivent impérativement être l'occasion d'enlever tous les déchets accompagnants les andains. **Aucun déchet, y compris les déchets végétaux, ne doit être enfoui dans le sol au droit des andains.**

La demande porte uniquement sur l'enlèvement d'andains jusqu'à la livraison de la zone propre à la remise en culture. Une conséquence indirecte de l'enlèvement des andains est la dynamisation des activités agricoles sur le secteur, avec une augmentation des apports en nitrates et en produits phytosanitaires. Or, les eaux prélevées par les puits du Gol A, B et C montrent des teneurs en nitrates supérieures à 10µg/L, signe d'une pression anthropique déjà défavorable dans l'environnement des points de captage.

Il est donc très important de ne pas accentuer la pression agricole dans les PPR de ces puits dès lors qu'elle engendrerait un enrichissement supplémentaire des eaux en nitrates. A minima, les prescriptions du rapport de l'hydrogéologue agréé relatives aux activités agricoles devront être scrupuleusement respectées. La situation la plus favorable serait néanmoins de maintenir des zones végétalisées non cultivées à la place des andains retirés.

En conclusion, je vous informe que **l'ARS émet, pour ce qui la concerne, un avis défavorable au dossier présenté**, dans l'attente des compléments d'étude attendus.

P / Le Directeur général
de l'Agence Régionale de Santé
Le Responsable du Service SE



Ingénieur Sanitaire
J.C. DENYS

Copie à : Préfecture/DRECV/Mme Fleurié-Nantiec